

# Et maintenant

Frédéric Boccaro

La situation est grave. Pour le pays, pour la gauche, qui n'est qu'à 30 %, ... et pour le PCF ! La gauche est historiquement basse et le FN, à un niveau inégalé, est en capacité avec la Droite d'exercer une pression inouïe sur toute la politique. Il faudra faire le bilan de tout cela, nous concernant, après les législatives.

**A**ux élections législatives des 11 et 18 juin, nous présentons des candidats de « L'humain d'abord, contre la finance pour la France en commun ». Avec le PCF, ces candidats se donnent l'ambition de relier mobilisations populaires, élaborations et action politique, à partir d'un ancrage de terrain, dans une démarche populaire, ne négligeant aucun point d'appui. C'est ce qu'ont montré les députés PCF-Front de gauche durant la mandature écoulée.

**E. Macron**, nouveau président de la République, est l'homme de la « techno-finance ». Son positionnement néolibéral et européiste est teinté de quelques préoccupations sociales largement intégratrices. Le chatolement moderniste qui l'accompagne et sa fascination pour une révolution « numérique » sous houlette du capital financier cachent mal son attrait pour la vulgate théorique du « ruissellement » en vogue aux USA (selon laquelle si les riches ont de l'argent, leur richesse ruissellera sur les pauvres). Dans cette vulgate, le capital financier produirait « seul » les richesses, pas les travailleurs. Il a montré aussi ses préférences très autoritaires auxquelles il faut se préparer.

De très vieilles options, mais dont il faut voir qu'elles cherchent à relever, au profit du grand capital financier, **les défis réels**, objectifs, de la révolution informationnelle et de la mondialisation en crise tout en tenant un discours de « protection ». Raison de plus de porter le fer sur ces défis de modernité, raison de plus pour s'opposer à lui. Il met au centre de son discours l'entreprise et la révolution numérique, n'hésitons pas à développer nos analyses !

Il va tout de suite attaquer le **code du travail** et présenter ces réformes réactionnaires comme permettant de convaincre, en contrepartie, nos partenaires européens de nous laisser continuer à dépasser les 3 % de déficit budgétaire. Sous-entendu : nous éviterions ainsi l'austérité. C'est illusoire et mensonger, d'autant

plus qu'il annonce baisser les dépenses publiques de 60 Md€ en 5 ans, soit plus de 10 Md€ par an.

Il annonce aussi la suppression des cotisations sociales salariales et une hausse de la **CSG** de 1,7 point (soit 17 à 20 Md€). La droite en fait la base de sa surenchère pour récuser toute hausse de la CSG et baisser encore plus les dépenses publiques (100 Md€ en 5 ans).

La suppression de la **taxe d'habitation** va renforcer les difficultés des collectivités locales et diminuer leurs marges d'action, sans alléger la charge des ménages modestes : soit ils seront imposés par un autre biais, soit il faudra payer plus pour avoir accès aux services publics.

Il met en avant enfin un « **socle social européen** » : mais sans mettre en cause l'action de la BCE en faveur de la finance, des délocalisations et pour baisser le « coût du travail ». À l'instar de beaucoup, il enferme le débat dans une discussion sur le protectionnisme et quelques compensations pour les « perdants » de la mondialisation. Nous proposons tout autre chose : des Protections sociales internationales pour développer les productions de façon solidaire et un Fonds européen pour les services publics : dans les deux cas en changeant les pouvoirs sur l'utilisation de l'argent et en lui assignant d'autres buts (capacités humaines et écologie).

**La droite** fait pression et va continuer. Elle prétend à un grand résultat aux législatives pour peser très fort. Et ce n'est pas son intégration politique travaillée par E. Macron qui va faire reculer cette pression néolibérale de droite.

**Le FN** est très élevé, même s'il n'a pas atteint au second tour le résultat qu'il attendait (et le PCF y est pour quelque chose). Il va être utilisé comme une menace pour bloquer et tétaniser le mouvement social, syndical et la gauche, afin de faire passer les réformes néolibérales. Cela va permettre de caricaturer le débat et de l'enfermer entre « nationaux » et « mondialistes », masquant la convergence que l'on a pu noter entre Le Pen et Macron pour baisser les « charges » sociales des entreprises...

La ligne « ni droite, ni gauche » de Jean-Luc **Mélenchon**, qui récuse la lutte des classes, va le conduire à abonder dans ce simplisme mortifère national/mondialiste et dans un étatisme teinté d'un keynésianisme de comptoir — à mille lieues des véritables avancées keynésiennes. Pourtant, plus que jamais, se

libérer de la domination du grand capital financier et de sa classe est à l'ordre du jour.

Les 19,6 % de voix qui se sont portées sur Jean-Luc Mélenchon, manifestent un réel **potentiel**, aussi bien de résistance que de recomposition positive de la gauche. Personne n'est propriétaire de ces voix.

On y retrouve aussi ce qui s'est manifesté dans le combat contre la loi El Khomri.

**Nos tâches.** Prendre des initiatives immédiates et délivrer un message plus politique et clair dans la période à venir : unification et affirmation d'un PCF utile et efficace qui doit se transformer pour des combats d'alternative contre la politique d'E. Macron.

Il s'agit de s'adresser à tous les électeurs de gauche et de contrer le positionnement sectaire de J.L. Mélenchon, tueur d'espoir, et de contrer l'hémorragie possible au PCF.

La boussole qui doit nous guider est : Résistance ; Organisation de luttes politiques ; Rassemblement ; Alternatives (par un nouveau type d'union et par de nouvelles idées).

Dès la campagne, nous pouvons prendre des initiatives de rassemblement face aux projets de Macron et contre l'adoption d'ordonnances par la future assemblée nationale. Nous pouvons y mettre en avant le besoin de lois nouvelles. ■■■

---

c